

Bulletin du FMI

Réunions de printemps du FMI

Il faut maintenant se concentrer sur la réforme du secteur financier, selon le FMI

Bulletin du FMI en ligne
22 avril 2010



Chantier de construction à Djakarta : le rythme plus rapide que prévu de la reprise mondiale témoigne d'une coopération sans précédent (photo: Romeo Gacad/AFP)

- L'économie mondiale va retrouver une croissance de 4,2 %, annonce M. Strauss-Kahn
- Des problèmes majeurs subsistent, parmi lesquels la faiblesse de la demande privée et le chômage élevé
- Il faut s'attaquer plus rapidement à la réforme du secteur financier partout dans le monde

L'économie mondiale se redresse plus rapidement que prévu après la crise, mais le danger subsiste et les pouvoirs publics doivent maintenant s'employer à accélérer la réforme de la réglementation du secteur financier pour éviter de nouvelles crises, a déclaré M. Dominique Strauss-Kahn, Directeur général du FMI.

Le 22 avril, juste avant les [réunions](#) du Fonds monétaire international, de la Banque mondiale et du [Groupe des Vingt](#) (G-20) principaux pays industrialisés et émergents qui se tiendront à Washington, M. Strauss-Kahn a déclaré que la reprise plus rapide que prévu témoignait de la coopération sans précédent des principaux pays face à la crise.

Toutefois, lors d'une conférence de presse où il a aussi parlé de la Grèce, de l'Islande, de l'Argentine, de la Chine et de la réforme du FMI, entre autres, M. Strauss-Kahn a déclaré que la reprise restait inégale et que le monde ne pouvait pas retrouver sa routine comme si de rien n'était.

Il faut affermir la reprise

«L'objectif est maintenant d'affermir et d'amplifier la reprise, parce que même si elle est plus vigoureuse et plus rapide que prévu, elle demeure fragile. Et elle est fragile principalement parce qu'elle est inégale», a déclaré M. Strauss-Kahn. «Le danger subsiste, et je n'aime pas le fait que beaucoup de gens pensent que la crise est terminée, que tout est derrière nous et que nous pouvons retrouver notre routine comme si rien ne s'était passé».

M. Strauss-Kahn a évoqué plusieurs problèmes, parmi lesquels le chômage élevé dans les pays avancés, la faiblesse de la demande privée, le niveau élevé de la dette publique, le

risque de bulle des prix des actifs dans les pays émergents et la nécessité de faire avancer rapidement la réforme du secteur financier.

Lors de la publication des [dernières prévisions économiques](#) du FMI le 21 avril, Olivier Blanchard, chef économiste du FMI, [a déclaré que le monde faisait face](#) à un «nouveau stade important de la crise». Pour réaliser une croissance vigoureuse, soutenue et équilibrée, il faudra déployer des efforts supplémentaires, notamment sur le plan du rééquilibrage budgétaire dans les pays avancés, des ajustements des taux de change et du rééquilibrage de la demande à l'échelle mondiale

Les dirigeants du G-20 examineront le 23 avril un processus d'évaluation mutuelle des pays dans le but de mieux répartir la reprise. «Le multilatéralisme et la coopération sont bien évidemment le grand apport de cette crise, et nous pensons qu'il faut maintenir cet élan dans le monde de l'après-crise. Dans cette optique, le programme d'évaluation mutuelle du G-20 est très prometteur. Bien entendu, c'est un processus qui doit être amélioré, c'est un apprentissage par la pratique, c'est la première fois qu'on fait une chose pareille, mais déjà à ce stade je pense que c'est vraiment intéressant».

Réforme du secteur financier

M. Strauss-Kahn a déclaré qu'il fallait maintenant faire avancer la réforme du secteur financier. Il a indiqué trois grands domaines dans lesquels un accord international devrait être conclu d'ici la fin de l'année :

- règles sur la liquidité du secteur financier et les fonds propres ;
- boîte à outils pour faire face aux risques systémiques ;
- dispositif pour traiter les questions de faillites transnationales.

Bien que l'on progresse sur le plan réglementaire, «il convient de s'intéresser davantage au volet surveillance qui, à notre avis, est le plus important, car on peut avoir la meilleure réglementation possible, si elle n'est pas appliquée et qu'il n'y a aucune surveillance, c'est comme si on n'avait rien».

M. Strauss-Kahn a dit espérer que les dirigeants mondiaux pourront unir leurs forces pour faire avancer la réglementation des marchés financiers et pour éliminer les incohérences entre les différentes approches. Il n'est pas nécessaire que les pays aient exactement les mêmes règles, mais il faut que celles-ci soient cohérentes à l'échelle mondiale.

M. Strauss-Kahn a déclaré que le FMI avait préparé à l'intention du G-20 une étude préliminaire sur les possibilités de taxation du secteur financier. «A notre avis, le système fiscal, avec naturellement la réglementation, peut contribuer à réduire la probabilité de crises futures ... Nous nous sommes efforcés de présenter une analyse globale, en visant deux

objectifs : trouver des ressources pour contribuer à la résolution d'une crise éventuelle et disposer d'un outil qui permette de limiter les comportements à risque et d'éviter ainsi de nouvelles crises.»

M. Strauss-Kahn a aussi abordé plusieurs autres questions.

Grèce. Une mission du FMI vient d'entamer avec le gouvernement grec des discussions qui s'étaleront sur plusieurs jours. La Grèce sera traitée de la même manière que n'importe quel autre pays membre du FMI. «Il n'existe aucune solution miracle pour résoudre facilement les problèmes économiques du pays», a-t-il déclaré. Mais le FMI estime qu'il dispose de suffisamment de données économiques pour que les négociations puissent se poursuivre.

Monnaie chinoise. M. Strauss-Kahn a déclaré qu'il s'attendait à ce que la Chine réévalue progressivement sa monnaie, ce qui sera dans son propre intérêt tandis que la demande intérieure prendra le relais des exportations comme principal moteur de la croissance.

Islande. M. Strauss-Kahn a déclaré que le programme du FMI avec l'Islande se déroulait comme prévu. Tout en notant que la catastrophe avait été évitée, il a dit comprendre le sentiment des Islandais qui doivent supporter le coût des faillites de «banques démesurées ».

Réforme du mandat et de la gouvernance du FMI. «À notre avis, le rôle du FMI reste absolument central, a déclaré M. Strauss-Kahn. C'est la raison pour laquelle son mandat doit mieux refléter ce qu'il fait vraiment. Il ne s'agit pas de redéfinir le mandat de l'institution pour élargir ses activités, mais simplement de faire en sorte que son mandat corresponde à ce qu'elle fait réellement. Ce n'est pas tout à fait le cas actuellement parce que les activités de l'institution ont évolué dans le temps alors que son mandat est resté le même.» Le FMI mettra davantage l'accent sur la surveillance multilatérale. Il s'emploie actuellement à concrétiser les projets d'augmentation de la représentation au FMI des pays émergents et en développement dynamiques. M. Strauss-Kahn estime que ce sera chose faite l'an prochain, conformément au calendrier prévu.